

La fabrique sociale de l'internet arabe : une démocratisation *du* ou *par* le numérique ?

Yves Gonzalez-Quijano
Université de Lyon/Gremmo

Le passage du deuxième au troisième millénaire n'a fait que renforcer l'accélération d'une « mondialisation » sans nul doute difficile à définir mais néanmoins de plus en plus manifeste dans tous les aspects de la vie individuelle ou collective. Vecteurs de cette mondialisation, les technologies de l'information et de la communication, que l'on qualifiait il y a seulement quelques années encore de « nouvelles », apportent la meilleure illustration possible de ces profonds changements. Avec les progrès de plus en plus rapides dans la gestion et la transmission des données, des expressions telles que « autoroutes de l'information » ou « économies de la connaissance » sont entrées dans le langage commun. Parallèlement, on a assisté à l'apparition de scénarios associant développements techniques et politiques. Sur un mode qui peut paraître naïf, tant on y trouve les échos des anciennes théories développées après la Seconde Guerre mondiale à la grande époque de l'essor des médias de masse et de la télévision, certains ont voulu imaginer que la « mise en réseau du monde » entraînerait, de façon mécanique ou presque, le progrès de la planète tout entière, sur le plan économique bien entendu mais également politique. La multiplication des possibilités de communication instantanée à travers des réseaux se jouant des frontières a fait naître chez beaucoup l'utopie d'une démocratie numérique à l'échelle planétaire...

Dans un mouvement apparemment inverse mais qui lui est, paradoxalement, profondément lié, on a vu se multiplier les prophéties les plus contraires. Sous la bannière du choc des civilisations, la transparente technicité politique des sociétés post-industrielles démocratiques (par définition ou presque « occidentales ») a été opposée à l'opacité des sociétés « traditionnelles » à la fois autoritaires et rétives aux conversions techniques. Depuis cette perspective, les pays musulmans en général, et les sociétés arabes tout particulièrement, ont été largement condamnées à rester en marge de la « marche numérique du monde », tantôt faute de bonne gouvernance politique, mais plus souvent parce que l'on imaginait que leur héritage culturel les rendait par essence impropres à pareilles mutations. A partir du très objectif constat d'une « fracture numérique » créant une véritable ligne de partage entre les régions du monde, on a volontiers extrapolé sur l'immobilisme de sociétés irrémédiablement en retard parce que, par essence, « bloquées » dans leur processus historique de développement.

Sous l'effet de l'onde de choc créée par les attentats du 11 septembre, ces analyses ont pris un cours nouveau. Sans craindre de se contredire, ceux-là même qui avaient pu disserter sur l'incurable paresse technologique de sociétés vouées au despotisme se sont mis à agiter le spectre d'apprentis sorciers de la technique capables, du fond de leurs cavernes afghanes, de déclencher l'apocalypse planétaire ! Constatant eux aussi que la toute puissance du numérique était à l'évidence disponible en tout point de la planète, d'autres ont espéré qu'elle pourrait aussi agir comme un levier : devenu un phénomène de masse grâce à la multiplication de ses applications, l'internet permettrait de « recréer du politique » en revitalisant l'accès des acteurs à l'espace public. Des espoirs renforcés encore avec l'entrée dans le nouveau millénaire et le développement d'un « Web 2 », plus participatif et plus « horizontal », illustré

par l'explosion quantitative des blogs, puis par celle des réseaux sociaux tels que Facebook et Twitter.

Si, pour le grand public, ce que l'on nomme « Internet » – improprement d'ailleurs car il s'agit d'un bouquet de techniques et d'application fort diverses – est une réalité tangible depuis le début des années 1990, les utilisateurs « ordinaires » du monde arabe auront dû attendre un peu plus. De ce point de vue, l'entrée de l'Arabie saoudite sur le réseau mondial à l'orée du nouveau millénaire constitue une date qui fait sens, à la fois parce qu'elle permettait la création d'un marché important au regard des populations concernées et de leur pouvoir d'achat, mais plus encore sans doute parce qu'elle consacrait un tournant décisif par rapport à la place des nouvelles technologies dans la région. Par leur décision, les autorités de cette monarchie réputée conservatrice montraient bien que le passage au numérique était une réalité inéluctable. Sans doute, à Riyad comme ailleurs, on a continué à s'efforcer de tenir cette ouverture sous le plus grand contrôle possible, en multipliant les filtres et même souvent les interdictions ; il reste qu'une dynamique était créée. De fait, en l'espace d'une décennie, le nombre des usagers arabes de l'internet a crû de 300 %¹, pour atteindre aujourd'hui 19 % de l'ensemble des populations concernées.

La courte histoire de l'internet arabe peut d'ores et déjà s'analyser en périodes. Pour des raisons assez évidentes, liées aux caractéristiques de techniques qui n'en étaient qu'à leurs débuts, les premières initiatives arabes se sont faites en anglais. Ce n'est que vers le milieu des années 1990 que des contenus natifs, ceux des quotidiens panarabes en particulier, ont commencé à être disponibles en ligne (avec *Al-Sharq al-awsat* et *Al-Hayat* pour la presse à capitaux saoudiens, *Al-Nahar* et *Al-Safir* par exemple pour les journaux libanais). En dépit de la lourdeur des procédés de l'époque (les caractères apparaissaient sous forme d'image, et par conséquent sans possibilité de recherches en texte intégral), la mise à disposition de contenus arabes sur la Toile mondiale a suscité une première étape significative. La multiplication, dans les années suivantes, de sites d'information accessibles en ligne est bien moins souvent commentée que l'apparition plus spectaculaire, à la même époque, de chaînes satellitaires. Il s'agit bien pourtant de la même révolution du système de l'information arabe, grâce aux nouvelles applications numériques et à la « convergence » des supports d'information. Lancée en 1996, Al-Jazeera a d'ailleurs ouvert deux années plus tard un site internet demeure l'un des plus fréquentés par les internautes arabes.

L'essentiel de la presse arabe, dans toute la diversité de ses orientations, était donc déjà disponible sur le « réseau des réseaux » lorsque ce dernier a connu une nouvelle transformation de ses usages avec l'essor des blogs. A l'échelle mondiale, un repère commode est fourni par la plate-forme *Blogger.com* : la petite entreprise innovante lancée en 1999 fut ainsi rachetée par la société Google, en 2003 (la version arabisée a été distribuée en 2008). Dans le monde arabe, la société pionnière fut jordanienne. Lancée en 2000 comme service de messagerie spécialisé auprès de la clientèle arabe, Maktoob, un portail fréquenté par un internaute sur trois dans cette région selon certaines statistiques, a été rachetée en 2009 par Yahoo, pour une somme de près de 80 millions de dollars. Phénomène planétaire, les blogs ont en effet connu dans le monde arabe une croissance assez exceptionnelle. Coïncidant avec une utilisation simplifiée pour l'internaute local capable notamment d'utiliser sa propre langue pour gérer ses échanges sur le Net, la mode des blogs a rapidement gagné tous les pays de la

¹ On avance le chiffre de plus de 53 millions d'utilisateurs arabes à la fin de l'année 2009, soit une progression de près de 300 % par rapport à l'année 2000. Cf. Kh. 'A. aql-Khalaf, « Fajwat al-nashr al-ilaktrûnî lâ tardumu-hâ al-arqâm al-maghlûta » [La trou de la publication électronique arabe ne sera pas comblé par des chiffres inexacts], *Elaph*, 10 décembre 2009.

région. Souvent peu précises et même fiables pour tout ce qui concerne les usages des nouvelles technologies, les statistiques sont particulièrement questionnables dès lors qu'il s'agit de dresser la carte d'une blogosphère aux contours très difficile à définir. Cependant, même en considérant qu'il s'agit d'approximations, les données qui circulent sont impressionnantes. On considérait ainsi en 2005 qu'il y avait environ 30 000 blogs dans l'ensemble des pays arabes. L'année suivante, on en comptait au moins autant pour le seul Maroc (un pays particulièrement actif sur ce plan il est vrai). Au milieu de l'année 2008, les experts locaux, et notamment ceux de la société Google, estimaient qu'il y avait ainsi près d'un demi-million de blogs arabes, un chiffre déjà porté à cent mille unités de plus quelques mois plus tard².

Aujourd'hui, les pratiques numériques sont marquées par un nouveau développement marquant, celui des réseaux sociaux. Initié par les blogs, la montée en puissance du Web de la seconde génération se constate en particulier avec le succès d'applications telles que Facebook depuis quelques années, et Twitter plus récemment. Mondial, le phénomène prend dans le monde arabe une dimension toute particulière, comme si la mise en circulation de ce type d'application entraînait en résonance avec un environnement techno-culturel particulièrement favorable (un peu à l'image du téléphone mobile, qui connaît lui aussi un succès nettement plus important que dans d'autres régions de la planète). Avec les précautions d'usage sur la fiabilité des données statistiques, il est tout de même assez remarquable de constater que les usagers arabes de Facebook sont aujourd'hui plus nombreux que ceux de la presse imprimée (15 millions pour les premiers contre 14 pour les seconds). Plus récente, la communauté de ceux qu'on appelle en arabe les « twittéristes » (*twitariyyun*), semble se développer selon des paramètres aussi impressionnants³.

L'entrée dans l'usage de mots tels que *twitariyyun* ou *mudawwannat* (blogs) traduit une réalité, celle de la banalisation de l'internet. Dans l'espace arabe toutefois, cette entrée en force des technologies numériques se greffe sur d'autres phénomènes sociaux qui en renforcent les effets. A commencer par la démographie des internautes qui, comme partout ailleurs, se recrutent en priorité dans les générations pour ainsi dire nées dans un monde déjà sillonné de communications numériques dont l'apprentissage est devenu comme une seconde nature ou presque ! Mais, dès lors que les pays arabes se caractérisent par une démographie particulièrement dynamique, avec pour conséquence que la moitié de sa population a, aujourd'hui, moins de 25 ans, on conçoit facilement que les conséquences de cette acculturation aux nouvelles techniques y soient particulièrement spectaculaires. Même brièvement, il faut également souligner d'importantes transformations culturelles liées aux usages de la langue. Dans la blogosphère arabe en effet, les jeunes usagers sont très loin de se limiter à l'utilisation de l'arabe dit moderne (ou « standard »), dérivé de la langue classique. En réalité, les échanges sur les cadrans des téléphones numériques ou dans les réseaux de type Twitter s'accompagnent de la création de nouvelles modalités de prise de parole, libérées des contraintes de la grammaire et des codes linguistiques, renouant davantage avec les libertés et l'inventivité des parlers quotidiens. Dans ces sociétés où les élites ont souvent construit leur

² « Nisf al-mudawwinîn al-‘arab misriyûn » [La moitié des blogueurs arabes sont Egyptiens], *Middle-East Online*, 7 février 2009 : <http://www.middle-east-online.com/?id=73543>. Les chiffres les plus récents (décembre 2009) donnent un total de 600 000 blogs, actifs pour le quart d'entre eux (The Arabic Network for Human Rights Information, *One Social Network With a Rebelious Message*, [2009] : <http://www.openarab.net/en/node/1612>.

³ Autour d'une douzaine de milliers d'utilisateurs de Twitter dans le monde arabe au milieu de l'année 2009, avec néanmoins de très forts taux de croissance. Cf. <http://www.slideshare.net/ArabCrunch/twitter-stats-in-the-arab-world-mena-15-jul09-around-12266-users> et S. Ayûb, « Al-twitariyûn al-‘arab : khutwa bi ittijâh al-‘âlamîyya [Les twittéristes arabes : un pas vers l'universalisation], *Al-Akhbâr*, 13 août 2009 : <http://www.al-akhbar.com/ar/node/151482>.

statut privilégié sur leur maîtrise de la langue (ne serait-ce que dans le domaine religieux), ce vent de liberté dans les échanges n'est pas sans importance, surtout lorsqu'il souffle sur les générations les plus jeunes et qu'il est associé, alors que l'analphabétisme demeure un fléau social dans nombre de pays, à la possibilité de traitement de messages par l'image aussi bien que par le son (YouTube et Skype pour ne prendre que ces seuls exemples).

Partout dans le monde, dans les quartiers les plus cosmopolites des grandes capitales aussi bien que dans les zones rurales les plus déshéritées, on assiste donc à une évidente *démocratisation* des pratiques numériques en général, et de l'internet. Faut-il pour autant prolonger l'observation et postuler que cette démocratisation *de* l'internet pourrait entraîner à son tour une démocratisation *par* l'internet ? La question se pose d'autant plus que les usages du numérique font l'objet de discussions dans tous les pays de la région, lorsqu'il s'agit d'adapter le code de la presse aux nouvelles conditions techniques par exemple, ou bien encore parce qu'il convient de donner un statut aux acteurs regroupés en associations voire en groupes de pression. Central à plus d'un titre pour l'ensemble de la scène régionale, le cas de l'internet égyptien est un de ceux qui a probablement suscité le plus grand nombre d'analyses, précisément peut-être parce qu'il fait partie de ceux où de nouvelles formes d'expression issues du l'univers numérique ont particulièrement investi l'arène politique. A ce titre, il est certainement éclairant pour l'ensemble du monde arabe, en dépit des très grandes différences entre les usages politiques de la Toile au sein des différents pays arabes.

L'intervention d'internautes égyptiens dans le débat public a eu lieu particulièrement tôt pour la région. Dès 2004, un journaliste-citoyen tel que Wael Abbas dénonçait sur son blog, *Misr Digital*, les exactions policières et la répression contre les partis politiques d'opposition, mais également des phénomènes de société tels que le harcèlement sexuel dans les rues de la capitale. En 2007 et 2008, les protestations de ce que les médias ont alors appelé la « génération Facebook » ont suffisamment inquiété le pouvoir pour que celui-ci diversifie sa stratégie pour compléter les traditionnelles mesures de contrôle (ou de répression) par une série de décisions allant de la simple surveillance de l'espace numérique par le renforcement des règles administratives encadrant les cafés internet par exemple jusqu'à la mise en chantier de programmes d'études avec pour objet de mieux comprendre – pour mieux le maîtriser - le nouveau phénomène des « mobilisations électroniques ». Non sans succès, apparemment, puisque la dynamique politique rendue possible par l'utilisation des nouvelles technologies semble aujourd'hui en grande partie perdue, même si l'ensemble des acteurs traditionnels, y compris dans les milieux d'opposition d'inspiration religieuse, a désormais intégré à ses modes d'action une utilisation de l'internet en quelque sorte banalisée. En dépit de quelques foyers qui se rallument, souvent à la faveur d'innovations techniques (Twitter par exemple) et qui redonnent aux activistes du Net un temps d'avance sur les organes de contrôle, l'exemple égyptien semble offrir une sorte de paradigme généralisable à l'ensemble du monde arabe, en vertu duquel l'innovation politique rendue possible par la multiplication des usages des techniques numériques montrerait ses limites face aux capacités des forces au pouvoir à maintenir leur contrôle sur les dynamiques sociales, notamment par une sorte de « mise à jour » de leurs techniques répressives. Pour reprendre une formule devenue célèbre⁴, les réseaux de communication sont bien ouverts, mais nombre de « régimes » demeurent, eux, non seulement « fermés » mais attentifs à ne pas laisser s'ouvrir la moindre brèche dans leurs défenses !

⁴ Voir S. Kalathil, Shanthi et T. Boas, *Open Networks, Closed Regimes*, Washington DC: Carnegie Endowment for International Peace, 2003.

Il n'en faut pas plus pour conforter dans leur opinion ceux qui ont toujours exprimé leurs doutes sur la capacité des nouvelles technologies du numérique à modifier en profondeur les données du politique. Quelle que soit l'importance des mobilisations que permettent les applications ouvertes sur internet, elles n'existent, rappellent-ils, que dans la *virtualité* des échanges numériques et ne trouveront de traduction concrète qu'en fonction des rapports de force réels. En d'autres termes, il y a dans tous les discours sur la « génération Facebook » en passe de faire la « révolution Twitter » dans le monde arabe beaucoup d'exagérations, et même de rêveries, qui ne résistent pas à un examen un peu sérieux des choses. Formulées de la sorte, de telles assertions sont d'autant moins réfutables qu'elles s'appuient, de fait, sur des réalités observables. Néanmoins, tous ceux qui tablent sur la capacité des technologies du numérique à contribuer à une modification en profondeur des données observables dans les sociétés arabes ne sont pas assez naïfs pour croire que la création d'une publication numérique sur internet, ou d'une « groupe d'amis » sur Facebook, constitue l'indice tangible d'une révolution politique ! Bien au contraire, les modèles explicatifs les plus concluants sont peut-être ceux de l'anthropologie politique américaine lorsqu'elle considère, à la manière d'un Marc Lynch par exemple, que la véritable question concerne la capacité de la très active blogosphère à « transformer les dynamiques de l'opinion publique et de l'activisme politique », et que « même s'il est improbable que les blogs politiques arabes conduisent à une révolution, ils ouvrent la perspective d'un espace public différent qui pourrait modifier la nature de la politique dans les décennies à venir⁵. »

Semblables réflexions, qui interrogent les effets mobilisateurs d'internet moins à court terme que dans la moyenne durée, méritent d'être prolongées en s'interrogeant sur les transformations plus souterraines, moins immédiates, créées par le jeu des interactions individuelles. En effet, les usages les plus récents d'internet contribuent, aussi bien chez les producteurs de contenus que chez leurs utilisateurs, à une « fabrique du social » susceptible de contribuer à une nouvelle dynamique politique. Dans leur immense majorité, les messages que met en circulation la jeunesse arabe sur l'internet ne livrent pas de discours de revendication ; ils n'appellent pas à l'action contre telle ou telle injustice, ou alors sous des formes qui sont très loin de la revendication traditionnelle, et ils se contentent le plus souvent de réunir des cercles de pairs qui, parfois par dizaines de milliers, se reconnaissent dans une parole délivrée publiquement à propos de questions qui les concernent. Ils ne se donnent pas comme des plates-formes de mobilisation mais sont malgré tout porteurs de changements que les modes d'expression, y compris sur la Toile, qui relèvent d'une prise de parole en apparence plus classiquement politique. Outre le fait que leur prolifération et leur manière d'aborder, en quelque sorte de biais, le politique rendent assez vaine toute tentative de contrôle, on peut également penser que les véritables changements naîtront de la nouvelle forme de communication électronique qui favorisent la constitution de « communautés virtuelles » où l'affirmation individuelle s'allie au refus des hiérarchies sociales héritées.

⁵ «In short, even if Arab political blogs are unlikely to lead a revolution, they hold out the prospect of a new kind of Arab public sphere which could reshape the texture of politics in the decades to come.»: M. Lynch, « Blogging the new Arab public », *Arab Media & Society*, printemps 2007. Voir également D. Eickelman et J. Anderson, *New media in the Muslim World. The Emerging Public Sphere*, Bloomington: Indiana University Press, 2003.